

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1050 - janvier 2005 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉS:

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON nous fait une balade peu réjouissante dans l'actualité.

page 3 Les paris stupides

Tel celui de J-P Raffarin promettant de faire baisser de 10% le taux de chômage au cours de l'année qui commence.

page 6 Union pour le Mépris du Peuple

GÉRAD-HENRI BRISSÉ analyse le plan de cohésion sociale de J-L Borloo... et constate qu'il ne pourra pas mener à ce qu'il promet.

page 12 Internationalisation de l'Amazonie

L'opinion du ministre brésilien de l'éducation ... Elle mérite d'être connue.

DOSSIER : LE TRAVAIL

pages 7 - 10 1. Fin du travail ou faim de travail ?

Première partie de l'étude entreprise par le groupe "La lanterne" : comment a été vu le travail au cours de l'histoire, apports de la pensée des économiste et des sociologues.

• RÉFLEXIONS

page 4 Notre avenir ne serait-il pas derrière nous ?

JACQUES HAMON a compris que la politique de l'Union européenne, n'est que de constituer une zone de libre-échange ultra-libérale, alors qu'il serait possible de faire disparaître la grande misère, d'enrayer l'épidémie de sida et même de stabiliser le climat. À condition de le vouloir, d'agir et d'y mettre le prix.

page 11 Crédit Lyonnais contre Vincent.

PAUL VINCENT a mis moins de deux ans pour avoir raison du Crédit Lyonnais.

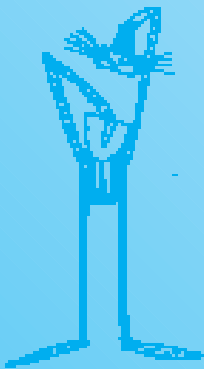
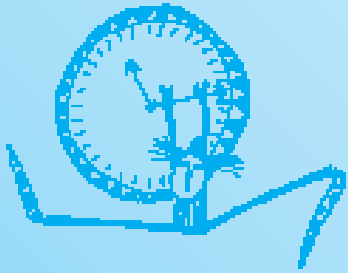
• TRIBUNE DES LECTEURS :

page 13 Les ingrédients du marché de la détresse.

H-C MATTON dénonce l'impossibilité et les dangers de la croissance obligée.

pages 14 MICHEL PIRIOU : À propos de l'arme de la peur

MIARIE-LOUISE DUBOIN : Pourquoi est-elle utilisée ?



M 01669 - 1050 - F: 2,20 €





L'INVESTISSEMENT EST
MOINS BIEN ORIENTÉ QUE PRÉVU

Les chefs d'entreprise interrogés en octobre par l'Insee ont révisé en baisse leurs perspectives d'investissement pour 2004. Alors qu'ils tablaient en juillet sur une hausse de 8% dans l'ensemble de l'industrie et de 6% dans l'industrie manufacturière, ils s'attendent maintenant à une progression de 5% et 3%, respectivement, selon l'enquête publiée lundi 15 novembre¹. Pour 2005, les industriels sont encore plus réservés et tablent sur une baisse de l'investissement industriel de 3%. L'Insee précise cependant qu'à cette époque de l'année ils sont toujours très prudents. Ces prévisions témoignent toutefois d'une baisse de confiance que corrobore l'indicateur du climat des affaires publié le lundi suivant par la Banque de France : il recule à 103 points en octobre, contre 105 en septembre. La croissance en 2004 ne devrait donc pas dépasser 2,2% estime l'institut d'émission.

La baisse dans l'ensemble de l'industrie serait due principalement au secteur agroalimentaire qui réduirait ses investissements de 7%. Le secteur des biens intermédiaires connaîtrait cependant, selon l'Insee, une croissance «particulièrement forte de ses dépenses d'équipement à 8%». Les investissements réalisés en 2004 seraient destinés à la modernisation et à l'extension des capacités de production.

JUSTICE À L'ENCAN

Une (grosse) firme peut de plus en plus frauder, pourvu qu'elle ait les moyens de payer :

- Deutsche Bank Securities, la division de courtage de la Deutsche Bank a accepté de payer 875 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées par la Securities and Exchange Commission (SEC, l'autorité boursière américaine) pour diffusion d'analyses biaisées².

- Time Warner, numéro un mondial des médias, serait proche d'un accord à l'amiable avec la SEC, après la découverte d'irrégularités comptables dans sa filiale AOL³.

- Le groupe pharmaceutique britannique Glaxosmithkline va payer 2,5 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites engagées par la justice de l'État de New York qui l'accusait d'avoir caché des informations sur son médicament antidépresseur Paxil.

- Le groupe mondial d'assurances AIG a annoncé la signature d'un accord à l'amiable avec la justice américaine, destiné à mettre fin à plusieurs enquêtes sur ses activités⁴. Moyennant quoi, dès cette annonce, les actions du groupe ont gagné 2,15%.

CHIRAC ET LA BCE

Dans son intervention télévisée du 14 juillet dernier J. Chirac avait déclaré : «La Banque cen-

trale européenne ne peut pas avoir pour seul et unique objectif la stabilité des prix. C'est une exigence, mais il y a aussi la croissance et la gestion des finances publiques européennes en fonction de la croissance ... il est tout de même frappant de constater la différence entre notre gestion et celle des États-Unis, sous l'éminente impulsion de M. Greenspan... La Réserve fédérale des E.U n'hésite pas à prendre les mesures qui s'imposent pour relancer l'économie quand elle en a besoin, y compris par le déficit budgétaire. ...La BCE n'est pas du tout dans cet état d'esprit. On lui a donné une autre mission. Elle applique sa mission. Tout cela mérite d'être réexaminé».

Moyennant quoi, en toute incohérence, Chirac appelle à voter Oui au référendum après avoir signé en notre nom le traité constitutionnel dans lequel on peut lire, au contraire, que «L'objectif principal du système européen de banques centrales est de maintenir la stabilité des prix».

L'ENVOLÉE DE L'EURO

Les déclarations⁵ du Secrétaire américain au Trésor, John Snow⁶, réaffirmant qu'il était favorable à un dollar fort, n'ont convaincu personne parmi les participants au sommet du G20 de Berlin, le 21 novembre. Le Président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, mettait en garde au même moment les autorités américaines en leur rappelant que les investisseurs étrangers pourraient à l'avenir choisir d'autres devises et exiger des rendements plus hauts sur le dollar.

Dans la foulée, le gouverneur de la Banque centrale russe a déclaré le 23 novembre qu'il était préoccupé par la faiblesse du dollar, monnaie qui constitue 70% des réserves de changes de la banque et que : «compte tenu de la dynamique de l'euro face au dollar, nous discutons de la possibilité de changer la structure de nos réserves». Du coup l'euro a aussitôt monté, et continue allègrement¹.

GUERRES MODERNES

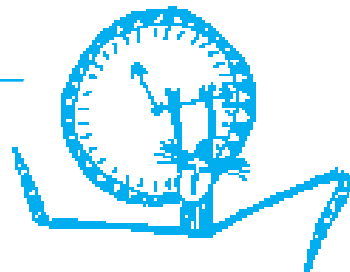
«Depuis 1945, 250 guerres ont décimé 23 millions de personnes dont 90% de civils – contre 50% lors de la deuxième guerre mondiale et "seulement" 10% pendant la première. Trois victimes sur quatre sont des femmes ou des enfants». Comme quoi il vaut mieux être militaire que civil et homme que femme ou enfant ! «Rien que dans la décennie 1990, on dénombre 4 millions de morts, 50 millions de réfugiés, 5 millions de handicapés, 1 million d'orphelins. Le coût et la gestion des "après-guerre" dans cette même décennie s'élève à 360 milliards de dollars, 11% de l'aide au développement y sont consacrés». Les "entrepreneurs de guerre"⁷ prospèrent dans les pays qui cumulent faible croissance, faibles revenus et... ressources naturelles (diamants, pétrole,...) importantes. Enfin, les "ajustements structurels" imposés par le FMI ne font qu'envenimer les choses.

Jean-Pierre Mon.

1. *Le Monde*, 16/11/2004.
2. *Le Monde*, 28/08/2004.
3. *Washington Post*, 23/11/2004.
4. *Le Monde*, 25/11/2004.
5. *Le Monde*, 25/11/2004.
6. C'est déjà lui qui le 17 mai 2003 répondait à ses collègues du G8, qui s'inquiétaient de la faiblesse du dollar : «Qu'est-ce qu'une monnaie forte ? C'est une monnaie difficile à contrefaire, comme notre nouveau billet de 20 dollars». Façon, à peine diplomatique, de leur dire qu'ils se mêlent de leurs affaires et qu'à la différence de l'Union européenne, le gouvernement des États-Unis manipule sa monnaie comme il l'entend.
7. Dénomination imaginée par J-C Ruffin, président d'action contre la faim.

Les paris stupides

par Jean-Pierre MON



Un des derniers en date est celui de l'ineffable J.P. Raffarin qui, le 10 novembre, dans une interview sur France 2 s'est engagé « devant les Français » à faire descendre sous la barre des 9% le taux de chômage qui touche actuellement 9,9% de la population active (selon les statistiques officielles, mais bien plus en réalité). Pour faire ainsi baisser de 10% le nombre de chômeurs en un an, le Premier ministre compte sur le redémarrage de la croissance et sur le plan de cohésion sociale concocté par Jean-Louis Borloo. « Quand il n'y a pas de croissance, il n'y a pas d'emploi. On a la croissance, nous aurons les emplois », a-t-il déclaré, sûr de lui. Un mois après ces fortes paroles, on sait¹ que la croissance en 2004 n'atteindra pas les 2,5% prévus mais sera seulement de 2,1%. Quant à la croissance en 2005, elle ne devrait pas dépasser les 2% alors que le nouveau ministre de l'économie et des finances prévoit encore 2,5%.

Mais il paraît cependant que la plupart des « conjoncturistes » partagent l'optimisme de Raffarin². C'est notamment le cas du président du Conseil d'analyse économique, Christian de Boissieu, qui prévoit un redémarrage plus net de l'emploi : « Les entreprises depuis un an ont repris le chemin de l'investissement. Il s'agissait surtout d'investissement de modernisation. Je pense qu'en 2005, les investissements de capacité vont se réveiller et que cette évolution dans la structure des investissements des entreprises se traduira par des créations d'emplois plus importantes », explique-t-il. Il me semble constater dans ces propos une très légère évolution dans la pensée économique orthodoxe : jusque dans un passé très récent, on nous rabâchait sans arrêt le célèbre « théorème de Schmidt » (ancien chancelier social-démocrate allemand, grand ami de VGE) selon lequel « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui sont les emplois d'après-demain »³. On en voit le résultat : au moins 4 millions de chômeurs en Allemagne ! M. de Boissieu semble avoir compris que les investissements de modernisation sont faits pour remplacer l'homme par la machine et donc ne créent pas d'emplois mais en suppriment (ce qu'il ne dit pas franchement, c'est incongru chez les économistes bien élevés !) Il rêve alors d'investissements de capacité, sans doute destinés dans son esprit à augmenter la production pour satisfaire une demande insatiable, oubliant que pour consommer il faut être solvable et que les investissements de modernisation rendent insolubles un nombre croissant de gens en les privant de travail. Et il ne faut pas compter non plus sur ceux qui en ont encore un : dans son rapport¹ pour

2005 qu'il a intitulé « une reprise bousculée », le directeur des études de conjoncture de l'Insee prévoit que les salariés ne peuvent pas s'attendre à une forte hausse de leur pouvoir d'achat à cause d'une progression « timide » des salaires et que, plus généralement, les revenus seront amputés par le relèvement de la CSG qui est inscrit dans le plan de réforme de l'assurance maladie. L'optimisme de Raffarin n'est, encore une fois, qu'un effet de communication.

Ce qui est sûr, c'est que 2004 n'a pas été, en matière d'emploi et en dépit d'une croissance plus forte que prévue, à la hauteur des espérances des politiques.

Quand on a de la mémoire ou des archives, on peut faire des rapprochements intéressants. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans le Monde du 31/1/2004 intitulé *L'année 2003 s'est achevée avec 137.900 chômeurs supplémentaires* que « la forte progression du chômage en 2003 est en net décalage avec l'optimisme affiché par le ministre des affaires sociales, François Fillon, qui s'est assigné un objectif très ambitieux : faire reculer le taux de chômage - 9,7% actuellement - de deux points en deux ans ». Il est vrai que, satisfait de sa réforme des retraites, M. Fillon n'est plus en charge des affaires sociales mais de l'éducation nationale où il fera sans doute aussi bien... Rappelons, tout de même, qu'il déclarait fin 2003 dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse que « La progression du chômage s'est nettement ralentie au second semestre : + 44.000 contre presque 100.000 au premier » et, précisant sa pensée : « Je crois plus que jamais au retournement. La reprise est au rendez-vous, le chômage va reculer en 2004 ». Pari perdu !

Le taux de chômage est passé de 9,7% en fin 2003 à 9,9% en décembre 2004 et la durée moyenne du chômage est passée de 224 à 230 jours ; le nombre de chômeurs de très longue durée (entre deux et trois ans de chômage) a augmenté de 10% en un an. Quant aux cinquante ans et plus, ces « seniors » que l'on veut absolument faire travailler, ils chôment encore plus (402 jours contre 379) ! Et devant un tel succès, J.P. Raffarin veut faire 5 fois mieux que Fillon.

2005 sera décidément une très bonne année !

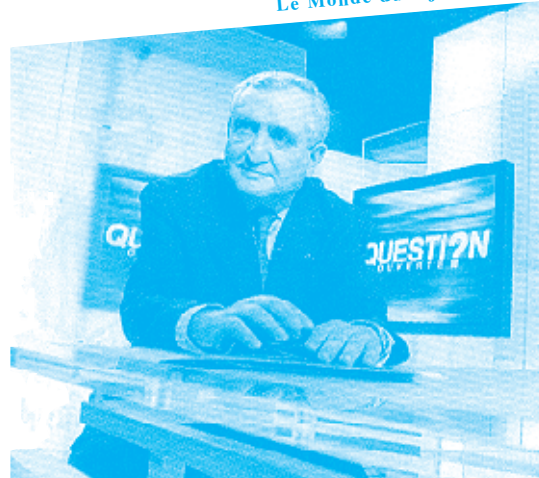
1. Note de conjoncture de l'Insee du 16/12/2004.

2. Le Monde, 12/11/2004.

3. Pourtant, une enquête effectuée à cette époque en Allemagne fédérale montrait déjà qu'entre 1970 et 1975, un investissement de 100 milliards de DM se traduisait par la suppression de 500.000 emplois !

L'OCDE prévoit 36 millions de chômeurs en 2005

Le Monde du 8 juillet 2004



Notre avenir ne serait-il pas... ... derrière nous ?

par Jacques Hamon

La dette publique de la France, systèmes de protection sociale inclus, dépasse 1.000 milliards d'euros et, depuis quelques années, croît de plus de 50 milliards d'euros par an. Les intérêts dus chaque année constituent une part notable, et croissante, du budget national. Stabiliser la dette publique elle-même impliquerait d'augmenter les rentrées fiscales d'environ 35 milliards par an, environ 600 euros par résident français; nul n'ose y songer. Équilibrer les comptes des systèmes sociaux paraît plus facile: il suffirait d'assurer le plein emploi et de supprimer toutes les exonérations de charges sociales.

De grands efforts sont faits pour que les heureux bénéficiaires d'emplois à temps plein travaillent plus d'heures par an, et plus d'années au cours

de leur vie. Dans le même temps, près de 20% des résidents français en âge de travailler sont au chômage ou n'ont que des emplois à temps partiel non choisis. En utilisant les améliorations de productivité et l'accroissement de la durée du travail, on devrait atteindre un niveau de 25% de chômeurs et de sous-employés, ce qui exercerait une pression sur les salaires suffisante pour diminuer considérablement le coût du travail, sans toutefois pouvoir concurrencer les Chinois et les Indiens.

Presque tout un chacun place ses espoirs dans la croissance. Il faut toutefois noter que pour un milliard de nantis des pays industrialisés (et quelques millions dans les pays du Tiers monde) il existe actuellement cinq milliards (bientôt huit) de personnes vivant dans des conditions

marginales, en majorité dans le Tiers monde, mais aussi une bonne centaine de millions dans les pays industrialisés. Il paraît difficile de permettre à ces défavorisés d'accéder à des services essentiels sans que les nantis réduisent leur gaspillage de ressources non-renouvelables.

Chacun a entendu parler de la dérive climatique qui risque de mettre en danger les modes de vie dont nous venons juste de prendre l'habitude. Et qui, si l'on en croit les pessimistes, pourrait entraîner la disparition de l'espèce humaine. Nous sommes tous disposés à ce que notre voisin, ou un autre pays, fasse un effort. La capacité de la biosphère à recycler les gaz à effet de serre est bien connue, et fort limitée. Si le montant recyclable des gaz à effet de serre était également distribué aux pays, en fonction de leur population, les seules émissions agricoles de gaz à effet de serre de notre pays excéderaient le quota français. Avec la croissance démographique escomptée, ce

Augmentations partout...

Comme annoncé dès notre numéro de novembre, et suite aux augmentations de l'impression et des tarifs postaux, le prix d'un journal vendu au numéro va augmenter. L'abonnement (11 numéros par an) pour un abonné demeurant en France métropolitaine et ne souhaitant qu'un seul exemplaire passe à **23 euros**.

Nous avons beaucoup d'abonnés fidèles qui, pour faire connaître nos propositions et nos arguments autour d'eux, souhaitent recevoir chaque mois d'autres exemplaires pour les faire lire, et le plus souvent les offrir. C'est à eux que nous devons une grande partie de nos nouveaux lecteurs et nous ne voulons pas leur faire payer ces exemplaires supplémentaires plus que le prix coûtant. De sorte qu'un abonné souhaitant recevoir, en France métropolitaine, plusieurs exemplaires par mois, devra prévoir **14 euros de plus par exemplaire et par an**.

Pour un abonnement adressé à l'extérieur de la France ou dans les DOM-TOM, pour un an et suivant les zones de la Poste, les tarifs sont les suivants : P euros pour le premier exemplaire et S euros pour chacun des exemplaires supplémentaires :

Zones	pays concernés	P	S
DOM		25,1	16,1
TOM		27,9	18,9
1	Benélux, Allemagne, Italie	27,8	18,8
2	Royaume-Uni, Espagne, Suisse	27,1	18,1
3	Canada, Etats-Unis	28	19
4	autre Europe, Afrique, P. et M.-Orient	27,5	18,5
5	Amérique du Sud	29,9	20,9

quota devra diminuer d'un tiers au cours des prochaines décennies...

La situation des résidents français est préoccupante, bien qu'elle soit souvent meilleure que celle des résidents des autres pays de l'Union à 15, et bien meilleure que celle des résidents des dix pays arrivant dans l'Union.

La récente acceptation par l'Union de dix nouveaux pays membres a été faite en dépit du bon sens. Le principal but de cet élargissement semble être de faire de l'Union une zone de libre-échange ultra-libérale, politiquement ingouvernable, nivelant par le bas de façon durable, sinon définitive, tous les acquis sociaux de la "Vieille Europe". Le projet de Constitution qui va nous être soumis grave dans le marbre les principales dérives précitées. Aucun des grands principes de justice sociale mis en avant ici et là, ne sont applicables, du fait d'articles subséquents écrits en très petits caractères. Ceux qui œuvrent en faveur de l'approbation de ce projet paraissent ne pas l'avoir lu de façon critique.

On croit généralement que les pavillons de complaisance, embarquant des marins sous-payés et sans droits sociaux sur des coques rouillées, sont le fait d'États voyous, et que les paradis fiscaux n'existent, en dépit des efforts de normalisation de nos États, que dans quelques pays du Tiers Monde. Il n'en est rien, ces systèmes sont non seulement tolérés, mais organisés, par d'honorables pays de l'Union européenne, dont la France. Dans certains secteurs le travail au noir est presque la règle; la fraude fiscale d'envergure est bien répertoriée, et quantifiée. Les pertes sociales sont notables, les pertes fiscales énormes; ce n'est pas grave, le résident de base, toujours taillable et corvéable, paiera.

Ces dérives sont dans l'ensemble pérennisées par le projet de Constitution de l'Union européenne qui nous est proposé.

Fort âgé, j'ai cru pendant des années que le futur serait plus satisfaisant que le passé récent et que le présent. Ceux aux côtés desquels j'ai travaillé pour un avenir meilleur avaient cet espoir. Ceux qui sont encore vivants sont, comme moi, déçus. Je crois que les meilleurs de nos décideurs sont

trop englués dans les difficultés du jour, et trop soucieux de la prochaine échéance électorale, pour traiter des problèmes à moyen et long terme du monde, œuvrer à un minimum de justice sociale et fiscale et s'intéresser au sort des générations futures, où qu'elles soient. J'espère tout de même me tromper.



Si l'on s'en tient aux technologies prouvées et disponibles, il est possible de faire disparaître la grande misère affectant près de la moitié des habitants de notre planète, il est possible d'enrayer l'épidémie de sida, même en Afrique tropicale, il est possible de stabiliser le climat, il est possible de sauvegarder nos systèmes de protection sociale et nos services publics, il est enfin possible d'éliminer les imperfections les plus criantes du projet de Constitution de l'Union européenne avant de l'adopter.

Toutes ces interventions auront un prix, individuel et collectif, mais modeste si l'on tient compte de ce que c'est l'avenir des terriens qui est en jeu.

Sommes-nous disposés à agir et à payer ce prix ? ... Meilleurs vœux.

DERNIÈRE MINUTE.

Au moment de mettre sous presse, un épouvantable désastre vient de s'abattre sur les côtes de l'Asie du Sud. Nous l'apprenons par la radio... qui annonce plusieurs dizaines de milliers de morts et que plus d'un million de personnes ont absolument tout perdu. Et nous sommes choqués d'entendre que cette radio s'empresse de donner la parole à des touristes qui se plaignent de ce que l'Ambassade ne leur a pas envoyé des secours alors qu'ils n'ont perdu que leurs bagages... D'autres s'inquiètent d'abord de savoir si les "Tour Operators" retrouveront des clients pour aller faire du tourisme dans ces régions... La cote des compagnies d'assurance ayant aussitôt baissé, quelqu'un a tenu à leur remonter le moral : la majorité des morts n'étaient pas assurés... Ce monde est-il complètement fou ?

La mondialisation néolibérale n'ayant pas été prévue pour organiser des secours à cette échelle, il semble que ceux-ci vont tout de même venir du monde entier.

Union pour le Mépris du Peuple (UMP)

par Gérard-Henri Brissé

1. NDLR :
dont l'ouvrage,
dans lequel il
exprimait ses
intentions sous le
titre "Un homme en
colère", a été analysé
dans la GR 1025
(oct. 2002, p.4)
sous le titre
"Les divagations d'un
rêve -la-lune"
par Henri Muller.

2. du 21 /12/2004.

Le plan de J-L Borloo¹, dit de "cohésion sociale", dernier avatar du grand désordre ultra-libéral, répond-il à nos aspirations d'une société plus solidaire?

Nous ne souhaitons nullement faire un procès d'intention à son illustre initiateur. Sa bonne volonté paraît évidente. Mais quoique son plan vise à remédier à la "fracture sociale", il s'inscrit dans une évolution qui semble hélas, se situer à contre-courant des intentions publiquement énoncées.

Les médias nationaux ne cessent d'attirer l'attention sur la montée des inégalités et constatent que «les inégalités explosent en France: en 2003 l'écart entre les riches et les pauvres s'est accru de 5,5 % ... un record depuis cinq ans». Sont désormais concernés par la grande pauvreté galopante, et le surendettement, non seulement les sans-emploi, mais des salariés contraints faute de mieux d'accepter des "petits boulots" précaires et mal rémunérés, les jeunes privés de toute ressource et en quête de fonds pour s'installer, les retraités dont on ne cesse de proclamer qu'ils sont prospères, alors que pour la plupart d'entre eux, qui ne contribuent pas à l'ISF, le niveau de vie subit une érosion croissante par l'action conjuguée de la hausse des prix et la stagnation des pensions.

Le plan de cohésion sociale comporte quatre volets: emploi, licenciements économiques, logement, égalité des chances. Son grand défaut est de manquer singulièrement d'assise financière fiable.

Il comporte en outre des insuffisances, voire des régressions.

Pour ne citer que quelques exemples, le "contrat d'avenir" à temps partiel avec formation obligatoire en faveur des bénéficiaires du RMI, des allocations spécifiques de solidarité ou de parents isolés, ne fait que se substituer au projet avorté de RMA (Revenu Minimum d'Activité) Les "Maisons de l'Emploi" ont surtout pour objet d'ôter à l'ANPE le monopole du placement et constitue un pas vers sa privatisation dans un environnement social de plus en plus dégradé.

Le contrôle du demandeur d'emploi est encore renforcé - bonjour les radiations provoquées - et le temps de déplacement n'est plus intégré dans le temps de travail effectif.

Par ailleurs, la perspective énoncée de construire 500.000 logements locatifs sociaux d'ici à 2011, là où il en faudrait au minimum le triple pour faire face aux besoins les plus urgents, s'ajoute-telle au programme de destructions-recon-

structions incluses dans les Plans de Rénovation Urbaine ? Il est clair que l'État (ou ce qu'il en reste) rechigne à bâtir des logements sociaux en nombre suffisant, ce qui aurait pour effet indirect de casser le mouvement de spéculation et donc la hausse démentielle des prix qui met le secteur immobilier hors de portée des bourses modestes, notamment en centre ville.

Quant aux suites à donner aux licenciements économiques, elles ne s'attaquent pas à la source du phénomène de délocalisations.

La régression sociale n'a jamais atteint un tel degré d'intensité... Après EDF-GDF, ce sont maintenant la Poste, les Télécommunications, les aéroports publics, qui sont démantelés, livrés à la concurrence sauvage d'investisseurs privés, avides de profits à court terme plus que d'investissements productifs.

Autrefois excédentaires, ces services publics sont désormais lourdement endettés.

«Le service public du téléphone est à vendre», annonce *Libération*². Des centaines de bureaux de poste sont fermés dans nos campagnes, accélérant ainsi l'isolement des bourgs et des villages. Des élus locaux (Creuse, Côte d'Or) tentent de s'y opposer, mais comment lutter contre l'appât du profit et les sirènes de la "rentabilité" financière ?

Dans ma ville, il faut toujours faire la queue aux guichets du bureau de poste central, faute de personnel disponible, mais on y trouve tous les services d'un établissement bancaire... Mais l'avenir de la Poste est-il de vendre du pain ?

La SNCF n'est pas mieux lotie. La gare est laissée à l'abandon. Les locaux ne sont pas mieux entretenus que les voies où l'herbe folle pousse si bien que les TER sont contraints de ralentir.

Même évolution catastrophique dans nos hôpitaux, amenés à faire des économies drastiques et à travailler avec un personnel restreint.

Dans nos écoles, on supprime arbitrairement des classes, quand la plupart sont surchargées.

Nos universités, nos laboratoires, nos services de recherche sont réduits à la portion congrue.

Ainsi, des secteurs aussi vitaux que la santé, l'éducation, la recherche, sont-ils délibérément sacrifiés sur l'autel d'une conception retorse de la rentabilité, de la concurrence sauvage, du déterminisme du marché, au détriment de la notion même de SERVICE PUBLIC.

Mais la spéculation financière se porte à merveille, dans la plus grande confusion.

L'union pour le mépris du peuple dépasse les frontières d'un seul parti politique.

Un de nos collaborateurs a contribué l'an dernier à la formation d'un groupe de réflexion dans la région du Nord. Tout à fait informel, ce groupe, qui a choisi de s'appeler "La lanterne" en pensant à Diogène, se réunit régulièrement, écoute l'exposé de l'un de ses membres, puis en discute librement. Il a ainsi déjà débattu de sujets tels que l'éducation et la démocratie.

Comme le nouveau thème qu'il vient d'aborder, le travail, nous intéresse particulièrement, nous entreprenons d'en rendre compte, pour élargir sa réflexion, et, espérons-le, stimuler la formation d'autres "lanternes" ...

1. Fin du travail ou faim de travail ?

Le travail est au cœur de nos préoccupations: chercher du travail, trouver du travail, perdre son travail, changer de travail, se former pour travailler... Nous abordons ce sujet tous les jours, souvent avec angoisse ou inquiétude. Plus le travail devient une denrée rare, plus il apparaît comme indispensable, irremplaçable. En dehors du travail, il n'y aurait pas de moyen de trouver sa place dans la société. Aujourd'hui, des millions de personnes privées d'emploi ne doivent leur survie qu'aux aides de l'État et de nombreuses associations caritatives. Pourtant le travail tel qu'on en parle aujourd'hui est une notion relativement récente. Comme activité humaine, il a toujours existé, mais n'est devenu le principe de l'organisation sociale que depuis la fin du 18ème siècle, lorsque les progrès techniques et une nouvelle conception de l'homme fondée sur le mérite personnel, ont imposé une économie s'appuyant sur la liberté d'entreprendre pour tous. Travailler devient alors rapidement le moyen principal, voire unique, d'obtenir des revenus pour vivre, pour trouver et conserver sa place dans la société. Deux siècles plus tard, dans les économies modernes, le travail est considéré avant tout comme un facteur de production, associé au capital dans ce que les économistes appellent la "combinaison productive", facteurs qu'il s'agit de "doser" avec soin de manière à obtenir la combinaison productive optimale, c'est-à-dire la plus économique. Les facteurs de production s'échangent aujourd'hui sur les marchés: marchés monétaire et financier pour les capitaux, et marché du travail. Depuis les années 80, la mondialisation et le mouvement de libéralisation des échanges se sont accompagnés d'un triple processus qui a contribué à fragiliser le travail dans son essence même:

- Le décloisonnement des marchés nationaux, dont celui du travail, désormais marchandise, a rendu sa valeur tributaire de la loi implacable de l'offre et de la demande, et placé les travailleurs dans une situation de concurrence à l'échelle mondiale.
- La montée en puissance des stratégies industrielles et financières des firmes transnationales a affaibli le pouvoir politique des États, et rendu inopérantes une

part importante des politiques conjoncturelles nationales, en particulier les politiques en faveur de l'emploi.

- La déréglementation imposée par ces mêmes logiques, et accélérée par le mouvement de libéralisation des échanges, a largement altéré le cadre législatif qui garantissait depuis le milieu du 20ème siècle la protection des travailleurs des pays industrialisés. (Sur un plan théorique la déréglementation est justifiée par l'idée que le marché peut s'autoréguler sans intervention extérieure. Sur le plan pratique, elle ne se limite pas à la suppression de règles fixées par les pouvoirs publics, elle inclut également le déplacement du lieu de production des règles (de l'État vers les acteurs sociaux), et le changement de leur forme (la législation est de plus en plus remplacée par des relations contractuelles).

*

Jusque dans les années 70, le taux de chômage dans les pays industrialisés ne dépassait pas 6%, en moyenne, de la population active. Depuis, ce taux a augmenté jusqu'à 10% en Europe occidentale, ce qui représente plus de 30 millions de personnes. Selon la plupart des sociologues et économistes, cette tendance est durable. Le temps de l'emploi pour tous est terminé. L'économie mondiale emploiera de moins en moins de salariés des pays industrialisés dans lesquels le coût du travail est élevé. Inversement, la main d'œuvre bon marché des pays moins développés est de plus en plus utilisée.

*

Une des solutions préconisées serait de partager l'emploi disponible entre tous les actifs. Des tentatives dans ce sens ont été menées dans plusieurs pays européens. Mais l'expérience montre que cela ne suffira pas à donner un vrai emploi à tous. La multiplication des petits boulots et des emplois précaires est une tendance qui se confirme. À côté des salariés en contrat à durée indéterminée, les plus protégés mais de moins en moins nombreux, se développent toutes sortes d'emplois partiels, provisoires, qui modifient profondément la notion de travail. Nous assistons peut-être à la fin du salariat.



- Ceci conduit certains philosophes et sociologues à remettre en question l'avenir du travail en tant que principe d'organisation, mais aussi en tant que valeur centrale de nos sociétés.
- Mais de quel travail parle-t-on lorsqu'on évoque aujourd'hui la fin du travail ?
- Dans le but de mesurer les enjeux soulevés par cette mise en question, il peut être utile de nous interroger

sur le contenu historique de la notion de travail, et de l'envisager sous l'angle des différentes approches: économique, sociologique, philosophique, dont il a fait l'objet depuis l'Antiquité. Cette analyse ne se veut évidemment pas exhaustive, loin s'en faut..., mais a pour seule ambition d'ouvrir des pistes, et de soulever des questions qui pourront alimenter le débat qui suivra.

I - LE TRAVAIL DE L'ANTIQUITÉ À NOS JOURS

L'Antiquité grecque considérait le travail comme dégradant, quoique nécessaire. Dans la Grèce classique, le verbe travailler recouvrait un sens péjoratif, dans la mesure où il était lié à la notion d'asservissement, elle-même liée à celle de nécessité.

Pour leurs besoins quotidiens, les citoyens grecs comptaient sur les esclaves, bien sûr, mais aussi sur les agriculteurs et sur les artisans de rang social inférieur. Si ces artisans accédaient au rang de citoyen, ce n'était pas grâce à leur travail, mais malgré lui. La véritable dignité de l'homme consistait à participer à la gestion des affaires de la Cité. La reconnaissance de la citoyenneté s'apparentait à celle de la communauté politique. Il existait donc une différenciation très marquée entre activité professionnelle et activité politique.

*

En France, durant la féodalité (du 9^{ème} au 13^{ème} siècle) et la monarchie (jusqu'en 1789), dans une société structurée en ordres, la noblesse, le clergé et le tiers-état, seul ce dernier se chargeait des activités nécessaires à la production de nourriture et des autres biens de consommation. Le clergé et la noblesse en étaient dispensés, et se reposaient sur les serfs, puis sur les paysans, les artisans, les commerçants, à leur service pour exécuter ces tâches ingrates et indignes de leur rang. La place de chaque individu dans la société était déterminée par sa naissance, son origine sociale, son ordre. Le travail et le mérite personnel n'y changeaient rien. Les artisans, détenteurs d'un savoir-faire, fabriquaient des "œuvres", se faisaient payer un objet fini selon les barèmes établis par la corporation (les tisserands, les imprimeurs, les barbiers, etc.) Des manœuvres, ouvriers sans qualification qui se louaient à la journée, exécutaient pour eux les tâches qui ne nécessitaient pas de savoir-faire spécifique.

*

À la fin du 18^{ème} siècle, le progrès technique s'accélére. Il entraîne l'introduction progressive de nouvelles méthodes de production (machines à vapeur, métiers à tisser industriels).

Les machines permettent la production en série des objets. Leur vente procure beaucoup plus d'argent que la production artisanale. Les manufacturiers s'équipent alors d'autres machines, qui produisent

ainsi davantage, et les enrichissent. Les ateliers s'agrandissent, et nécessitent une main d'œuvre fixe et abondante. Au début, les employeurs embauchaient des artisans pour leur savoir-faire, mais très rapidement, ils préférèrent recourir à des ouvriers sans qualification, aptes à répéter des heures entières les mêmes gestes pour un salaire très faible.

Mais en cette fin de 18^{ème} siècle, les sociétés européennes sont en pleine ébullition. Les royautés vont freiner cette envie d'entreprendre, de développer l'activité économique. La Révolution Française éclate, qui instaure le travail, la volonté de produire des marchandises, le mérite personnel, comme les nouvelles valeurs. L'homme peut s'enrichir rapidement, à condition de travailler beaucoup et de réinvestir son argent dans son entreprise, telle est la pensée de l'époque. Les usines se construisent dans tous les pays européens (et aux États-Unis un peu plus tard). Les campagnes se vident pour fournir la main d'œuvre bon marché qui permet aux industries métallurgiques et textiles, de se développer. Les prolétaires, comme les appelaient les sociologues du 19^{ème} siècle, vendent leurs bras, et leur temps. Le travail devient une marchandise que l'on échange contre un salaire. Salaire qui donne souvent à peine de quoi survivre.

*

Pendant une grande partie du 19^{ème} siècle, travail salarié a rimé avec exploitation inhumaine des ouvriers (hommes, femmes et enfants). Cependant le développement industriel, en Europe, aux États-Unis et ailleurs, généralisant ce type de travail, une organisation rationnelle du salariat, avec des droits et des règles, est rapidement devenue indispensable. Cela ne s'est pas fait sans heurts, parfois violents. Les salariés se sont organisés pour défendre leurs intérêts. Malgré d'énormes résistances de la part des patrons d'industrie, la régularité de la production impliquait un minimum de paix sociale, donc des compromis avec les salariés. Des réglementations ont ainsi été introduites, sous la pression des organisations ouvrières. Elles ont abouti à des accords sur les salaires, les temps de travail, les droits dans les entreprises. C'est aujourd'hui le Code du Travail qui définit le cadre juridique dans lequel s'exerce le travail.

II. LE TRAVAIL DANS LES SOCIÉTÉS HUMAINES :
APPORTS DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE

Les hommes ont toujours travaillé. Et au cours de sa vie, même la plus apparemment oisive, l'homme reste contraint, tant bien que mal, à fournir des efforts. En ce sens, la vie est un perpétuel travail. Même la naissance de l'homme est annoncée par les douleurs qu'on appelle le "travail de l'enfantement". Le verbe "travailler" aurait supplanté le verbe "ouvrer" au 17^{ème} siècle à cause de confusions avec le verbe "ouvrir". Tandis que "ouvrer" vient du latin "operare", "travailler" serait dérivé du latin populaire "tripaliare" qui signifie "torturer, tourmenter" avec le "tripalium", instrument fait de trois pieux destiné à entraver les animaux pour les ferrer ou les soigner. La notion de travail est sans doute encore connotée en profondeur par cette étymologie.

Le philosophe Platon faisait dépendre la liberté de la nécessité de se dégager complètement des contraintes matérielles: «*le travail assujettit l'esprit à s'occuper de la matière*». Tout travail manuel, tout artisanat, déforme l'âme en même temps que le corps. Selon Aristote le travail est à la fois cause et effet de l'institution de l'esclavage: il faut bien, «*tant que les navettes ne tisseront pas toutes seules*», des instruments vivants (les esclaves), pour manier les instruments inanimés (les outils), afin de procurer aux âmes bien nées le loisir d'une vie contemplative, consacrée à la "théorie". Dans la cité idéale, aucun artisan ne sera citoyen. D'ailleurs, le commerce est également méprisable: le négoce (neg-otium, askholia) n'est, à proprement parler, que la négation du loisir studieux (skholè, otium), qui est la fin suprême d'une vie véritablement libre.

Si la question théorique du travail ne se pose pas pour le citoyen grec, dans la mesure où elle se trouve pratiquement résolue par l'esclavage, elle n'est pas non plus totalement absente. C'est tant que l'esclave est un vaincu qu'il peut être enchaîné aux tâches serviles, c'est-à-dire méprisables.

Il n'y a de liberté politique pour l'homme que dans la mesure où il est libéré de la nécessité.

La Bible et la tradition judéo-chrétienne ont considéré le travail comme une malédiction divine, consécutive à la transgression originelle. Le travail n'est plus, dès lors, une dégradation mais une expiation, une possibilité de rachat. «*Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front*». L'homme, créature déchue, doit travailler pour témoigner à Dieu sa parfaite soumission et son amour. Il est condamné à compter d'abord sur ses efforts avant d'escompter le secours divin. «*Aide-toi, le ciel t'aidera*».

C'est le protestantisme qui a tout particulièrement identifié ardeur au travail et foi religieuse, faisant du travail l'objet d'une religion puritaine, posant de fait les fondements d'une nouvelle éthique du travail. Max Weber¹ a mis en évidence la parenté historique du protestantisme avec le capitalisme, montrant que l'éthique protestante favorise l'esprit d'accumulation

du capitalisme, en vue de l'investissement. Pour Calvin et ses disciples, le salut après la mort est une grâce divine qui doit se mériter ici-bas par des œuvres concrètes. Contrairement aux catholiques, pour qui le sacrement de pénitence efface les péchés, les calvinistes se retrouvent seuls face à Dieu et deviennent ainsi responsables de leurs actes sur cette terre.

Le monde puritain condamna donc le repos et la jouissance. Il faut travailler, non pas pour dépenser et pour jouir, (la nature de l'homme est corrompue par le péché originel), mais pour épargner et réinvestir les fruits de son travail dans de nouveaux travaux.

La révolution industrielle achève de mettre le travail au centre de l'organisation sociale. Il semble bien que l'action conjuguée de l'éthique protestante et de l'utilitarisme des lumières, ait contribué à placer le travail dans la position prépondérante que lui reconnaît le monde moderne.

Le socialisme a gardé du protestantisme l'idée que le travail était une fin en soi. (Même si Marx refuse l'au-delà religieux: c'est ici-bas et non dans le ciel que la destinée de l'homme doit s'accomplir, mais elle ne peut s'accomplir que par le travail.) Marx établit, au début de son œuvre, que loin d'être une déchéance, c'est le travail qui confère à l'homme sa dignité, sa puissance, et finalement son être. En effet, l'homme se crée lui-même par son travail, mais à condition que le travail soit vraiment une libération, et non un esclavage. C'est pourquoi tout le monde doit travailler.

Le fait humain fondamental, c'est la répartition des activités et des tâches entre les individus au sein d'une même société: c'est la division du travail. Pour de nombreux penseurs (Platon, Spinoza, Kant, Dürkheim), la division du travail est le signe objectif du niveau de développement et de civilisation des sociétés. Pour Adam Smith, la richesse d'une nation ne réside pas dans l'or et l'argent, mais elle est essentiellement produite par le travail. En 1776, dans *la Richesse des Nations*, il décrit la division du travail comme un penchant naturel des hommes, découlant de la nécessité de l'échange. Mais surtout, il considère que la division du travail est source de richesse. La révolution industrielle achève de mettre le travail au centre de l'organisation sociale.

Socialement, le travail est divisé, c'est-à-dire réparti, selon les sexes, selon les castes (en Inde) ou les rapports de force (prisonniers de guerre). Professionnellement, le travail se divise en métiers. Chaque industrie se subdivise en branches divergentes et en tranches successives.

Techniquement, enfin, le travail se subdivise en séries de mouvements simples, partiels et identiques (division horizontale de Taylor). La division professionnelle du travail a pour cause principale, selon Dürkheim, «*l'accroissement de volume et de densité des*

1. L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, 1905.

● ● ● *sociétés humaines*», qui renforce l'intensité de la lutte pour la vie. Grâce à la division du travail, forme adoucie de la concurrence vitale, les rivaux ne sont pas obligés de s'éliminer mutuellement, mais peuvent coexister les uns à côté des autres.

La division technique du travail a pour cause essentielle le remplacement de la manufacture par la fabrique. L'idée de la machine-outil s'est imposée lorsque les gestes humains ont été suffisamment simplifiés par la décomposition du travail global et la fragmentation des opérations qui composaient l'activité complète de l'artisan.

Les conséquences de la division du travail sont contradictoires:

- d'une part, les intérêts particuliers des uns et des autres sont de plus en plus divergents; tandis que le travailleur s'estime en droit d'attendre du travail plus que la simple satisfaction de ses besoins, l'employeur y voit surtout un moyen de maximiser ses intérêts. Le conflit est latent. Les groupements professionnels et les syndicats de travailleurs se multiplient, l'unité sociale s'affaiblit. La "solidarité mécanique" se relâche.

- d'autre part, la "solidarité organique" s'accroît par le fait que chaque individu a de plus en plus besoin des autres en dehors de sa propre activité pour travailler, mais aussi pour satisfaire ses propres besoins. L'individu dépend de plus en plus de la collectivité à mesure qu'il s'en distingue par la spécialisation de son propre travail. À mesure que le travailleur s'individualise, il devient de plus en plus dépendant. La division technique du travail dans le machinisme accuse nettement la séparation entre les tâches de conception et les tâches d'exécution: «on ne vous demande pas de penser», disait Taylor aux travailleurs. L'épineuse question, déjà posée par Marx, du rapport entre le travail manuel et le travail intellectuel est ainsi posée à nouveau. Mais à travers elle, c'est au fond une autre question, plus fondamentale, qui est soulevée: celle de la valeur du travail en tant que tel. Adam Smith, on l'a vu, voit dans le travail la source de la valeur. Il établit que, en dépit des différences qualitatives entre les travaux, l'existence du marché est la preuve par le fait que les produits sont réellement commensurables. Le prix de chaque chose est le prix que coûte la quantité de travail nécessaire pour la produire. Des produits différents s'équivalent s'ils sont fournis par des quantités égales de travail. Sa mesure approximative est la durée d'une journée de labeur dans une société déterminée, et tient compte de l'intensité du travail et du talent. Ainsi l'estimation de la valeur ne remonte-t-elle pas à son origine, c'est-à-dire au rapport entre les différents travailleurs dans la division du travail, mais se fixe au rapport que les marchandises entretiennent entre elles. Dans le discours de l'économie politique, le travail devient ainsi une même activité indifférenciée et abstraite, unifiant, toutes les formes de travail.

Lorsque Aristote analyse la *chrématistique*, c'est-à-dire l'art d'acquérir les richesses, il dénonce la perversion qui consiste à acquérir l'argent pour l'argent et non

plus pour la satisfaction des besoins de nature. C'est le caractère insatiable et illimité du désir qui engendre la tyrannie politique. Ce renversement du moyen (la richesse) de se délivrer du besoin, en fin (sans fin puisque la recherche de la richesse n'a pas de limite), fait peser sur la cité une menace d'éclatement, le non-sens et la désorientation du rapport au monde.

En quelque sorte, Marx applique au mode de production capitaliste l'analyse d'Aristote. En effet, selon Aristote, la division des métiers rend les échanges nécessaires pour la satisfaction des besoins: le maçon veut des chaussures et le cordonnier veut une maison. Du coup, toute chose a une double valeur: une valeur d'usage et une valeur d'échange. La monnaie n'est qu'un moyen pour rendre mesurables des choses inégales, faciliter les échanges en dépassant le troc. La formule de l'économie normée sur la satisfaction des besoins est donc: marchandise contre argent contre marchandise (le cordonnier vend des chaussures et achète une maison). L'ordre contre nature s'instaure dès que l'accumulateur n'achète des marchandises qu'en vue de leur valeur d'échange, que de ce qu'elle coûte: le salaire. Marx démontre le mécanisme de l'exploitation à travers les notions de salaire, profit et plus-value.

Le mode de production capitaliste porte à son point ultime la réduction de la vie et de l'activité humaines à leur valeur marchande, il fait entrer le travail dans un processus qui en nie le sens, en vide le contenu. Son développement est le développement même du travail aliéné, et donc de l'aliénation de la société entière, soumise à une atomisation croissante. L'aliénation, pour Marx, se situe sur trois plans qui se renforcent mutuellement: la séparation et l'asservissement des hommes entre eux; la séparation et l'asservissement de l'homme par son propre produit; la division de l'homme lui-même (à laquelle renvoient les oppositions travail/loisir, productif/improductif, manuel/intellectuel, etc.). Condamné à un travail de plus en plus intense, répétitif et parcellaire, le salarié se trouve atteint dans son intégrité physique et mentale.

Herbert Marcuse, dans *L'Homme unidimensionnel*, montre que les progrès de la division du travail accentuent la division de l'homme lui-même dans ses actes et ses pensées, rendant justement ses pensées inopérantes pour qu'il soit en état de se ressaisir dans sa globalité, de recouvrir son intégrité. En même temps qu'elle atomise la société, morcelle l'individualité, elle unifie en uniformisant L'atomisation sociale, dit-il, a pour corrélat la massification des individus. Dans son ouvrage intitulé *Manuscrits économiques-philosophiques de Marx*, Marcuse montre que pour Marx, l'aliénation du travail constitue une véritable «catastrophe de l'essence humaine». alors que l'existence de l'homme est un moyen pour réaliser son essence, c'est au contraire l'essence de l'homme qui devient pour lui le moyen d'assurer sa simple existence.

Anne Hilde - Roland Poquet (à suivre)

Crédit Lyonnais / contre Vincent

C'est le titre d'un dossier qui était traité pour le compte du Crédit Lyonnais par un important Cabinet d'Avocats du 8ème Arrondissement.

Cette affaire avait commencé en décembre 2002 et j'ai obtenu gain de cause en novembre 2004, c'est-à-dire en moins de deux ans, un exploit si l'on considère que Bernard Tapie et Executive Live ne s'en sont pas encore sortis.

Ma plainte visait le prélèvement de commissions sans avertissement préalable ni explication, d'abord deux le même jour, en tout 103,50 euros, et cela non pas pour des prestations effectuées, mais, comme je l'ai compris plus tard, pour une absence trop prolongée de demandes de prestations, selon des dispositions nouvelles qui ne m'avaient jamais été communiquées.

Je savais que l'argent qui ne "travaillait" pas ne rapportait pas, mais je ne savais pas encore que sa paresse était punie.

J'ai écrit aussitôt, puis réécrit de nombreuses fois, trois fois à mon Agence, trois fois au Médiateur, pour protester et demander des explications, sans d'autre effet qu'une nouvelle ponction correspondant à un solde restant de 4 euros, et entraînant donc la clôture du compte.

Je me suis alors procuré auprès de l'Institut National de la Consommation des fiches fort bien faites sur les droits des clients vis-à-vis des banques, dont la lecture me confirmait que le Crédit Lyonnais n'avait pas agi selon les règles. Mais, aiguillé par l'INC vers UFC-Que Choisir, je fus tellement mal accueilli à leur permanence de la rue de Jouy que je fis instantanément marche arrière.

Bien m'en prit, car j'ai presque aussitôt découvert, à la permanence des Avocats de la Mairie du 15ème, un service gratuit où l'accueil était sympathique et les conseils clairement explicites. J'y appris que je pouvais de façon très simple me faire rendre justice, soit en demandant au Tribunal d'Instance une injonction de faire, soit en déposant une déclaration au greffe du Tribunal de Proximité, ceci dans des locaux mitoyens de la Mairie possédant un service d'accueil tout aussi prévenant. Cela ne marcha

pas pour l'injonction de faire, mais je reçus très rapidement une convocation pour le Tribunal de Proximité.

Quand j'arrivai au Tribunal, une avocate me cherchait pour me proposer un arrangement amiable avant l'audience : le Crédit Lyonnais acceptait de m'accorder ce que j'avais réclamé, c'est-à-dire le remboursement des 107,50 euros dont je n'avais pas admis le prélèvement, et la réouverture de mon compte. Mais j'avais changé d'avis et ne souhaitais plus avoir un compte au Crédit Lyonnais. Comme il me semblait avoir vu que l'ouverture d'un compte était facturée 23 euros (c'était en fait une erreur de ma part, cela ne concernait que les Etrangers hors Union Européenne), je demandai que cette somme fût ajoutée au remboursement de 107,50 euros. Mais l'avocate ne pouvant prendre cette importante décision sans en référer à son client, nous demandâmes d'un commun accord le renvoi de l'affaire à une prochaine audience.

Le Crédit Lyonnais profita de ces deux mois de répit pour me faire établir par son Cabinet d'Avocats un projet de protocole d'accord, qui m'accordait les 130,50 euros que je réclamaï, mais assorti d'une foule d'attendus prétendant justifier son attitude. Je renvoyai ce projet en contestant ses justifications.

Il me fut alors adressé un deuxième projet, un peu plus court, que je rejetai également.

Un troisième projet, épuré de toute tentative de justification, me fut adressé en catastrophe 48 heures avant l'audience, et je fis ainsi la connaissance au Tribunal d'un autre avocat du Crédit Lyonnais, qui me remit aimablement un chèque de 130,50 euros que je pouvais enfin accepter.

Quand on voit la quantité de gens que cette affaire a fait travailler pour arriver à se retrouver finalement au même point, c'est la démonstration qu'il est possible de faire surgir du travail à partir de rien, une idée à creuser pour le Medef et le gouvernement dont l'objectif commun est de créer à tout prix du travail tout en en finissant avec les 35 heures.

Paul Vincent.

Le Ministre brésilien de l'éducation a participé aux Etats-Unis, dans une université, à un débat avec des étudiants. La presse étatsunienne a refusé d'en publier le texte. Nous pensons au contraire qu'il mérite d'être largement diffusé. Le voici :

Internationalisation de l'Amazonie

Le ministre de l'Éducation Cristovam Buarque, a été interrogé sur ce qu'il pensait au sujet de l'internationalisation de l'Amazonie.

Le jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien.

Voici la réponse de M. Cristovam Buarque :

«En effet, en tant que Brésilien, je m'élèverais tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre. En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité.

Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devons internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier. Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix.

De la même manière, on devrait internationaliser le capital financier des pays riches. Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire, ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des spéculateurs de l'économie globale. Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour le bon plaisir de la spéculation.

Avant l'Amazonie, j'aimerais assister à l'internationalisation de tous les grands musées du monde. Le Louvre ne doit pas appartenir à la seule France. Chaque musée du monde est le gardien des plus belles oeuvres produites par le génie humain. On ne peut pas laisser ce patrimoine culturel, au même titre que le patrimoine naturel de l'Amazonie, être manipulé et détruit

selon la fantaisie d'un seul propriétaire ou d'un seul pays.

Il y a quelque temps, un millionnaire japonais a décidé d'enterrer avec lui le tableau d'un grand maître. Avant que cela n'arrive, il faudrait internationaliser ce tableau.

Pendant que cette rencontre se déroule, les Nations unies organisent le Forum du Millénaire, mais certains Présidents de pays ont eu des difficultés pour y assister, à cause d'obstacles rencontrés aux frontières des États-Unis. Je crois donc qu'il faudrait que New York, lieu du siège des Nations unies, soit internationalisé. Au moins Manhattan devrait appartenir à toute l'humanité. Comme du reste Paris, Venise, Rome, Londres, Rio de Janeiro, Brasília, Recife, chaque ville avec sa beauté particulière et son histoire du monde devrait appartenir au monde entier.

Si les États-Unis veulent internationaliser l'Amazonie, à cause du risque que ce serait de la laisser entre les mains des Brésiliens, alors internationalisons aussi tout l'arsenal nucléaire des États-Unis. Ne serait-ce que par ce qu'ils sont capables d'utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts Brésiliennes.

Au cours de leurs débats, les actuels candidats à la Présidence des États-Unis ont soutenu l'idée d'une internationalisation des réserves forestières du monde en échange d'un effacement de la dette. Commençons donc par utiliser cette dette pour s'assurer que tous les enfants du monde aient la possibilité de manger et d'aller à l'école. Internationalisons les enfants, en les traitant, où qu'ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l'attention du monde entier. Davantage encore que l'Amazonie.

Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un Patrimoine de l'Humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu'ils devraient aller à l'école; ils ne les laisseront pas mourir alors qu'ils devraient vivre. En tant qu'humaniste, j'accepte de défendre l'idée d'une internationalisation du monde. Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l'Amazonie soit à nous. Et seulement à nous ! »

Les ingrédients du marché de la détresse

par H.C. Matton



Il y a un demi-siècle, les biologistes Crick et Watson découvraient le mécanisme de copiage du matériel génétique. Depuis les choses sont allées bon train à l'aune du formidable marché que représente le génie génétique pour les firmes issues de la phyto-pharmacie qui ont subodoré les prodigieux bénéfices à réaliser sur les manipulations du génome et l'obtention de brevets. Ces manipulations ont abouti aux fameux OGM, qui ont fait couler tant d'encre et alimenté tant de débats à sens unique...

Récemment, une exposition de la Cité des Sciences de La Villette, intitulée Climax, montrait les résultats d'une simulation sur le réchauffement climatique. Le climat se réchauffe-t-il ? La tendance va-t-elle se poursuivre, s'accélérer ? On a quelque raison de le penser. Y sommes-nous pour quelque chose, c'est fortement probable. Et si ça se confirme, cela signifie qu'en deux siècles, nous aurons libéré le carbone qui a été piégé pendant deux cent millions d'années dans les profondeurs de la terre et les conséquences de l'effet de serre sont inquiétantes. Que va-t-il se passer ? L'atmosphère de la terre risque-t-elle de tendre vers celle, invivable, de Vénus ? Ne pas prendre en considération les causes du désordre au plus vite, c'est s'exposer à un risque majeur, magistralement explicité par Michel Serres dans *Le Contrat Naturel*.

Dans les années 70, le Club de Rome avait déjà tiré la sonnette d'alarme sur les questions environnementales, préconisant l'arrêt de la croissance économique dans les pays développés. Sans débat, cette proposition n'avait reçu que mépris pur et simple : quels problèmes l'homotechnologicus n'était-il pas capable de résoudre ! C'est la croissance économique qui allait résoudre les problèmes du Sud et cela en moins d'une génération. On allait voir ce qu'on allait voir, avec la révolution verte et toutes les technologies qu'on allait introduire de gré ou de force chez les nègres et les indiens.

En fait de croissance, c'est le pillage qui a été organisé avec les résultats que l'on connaît.

Entre temps, on a continué à envoyer dans l'atmosphère les miasmes des millions de tonnes d'équivalents pétrole nécessaires à notre consommation, qui double tous les trente ans, moins à cause de la croissance démographique que de notre folie consumériste. Aucun individu normalement constitué ne peut plus aujourd'hui ignorer cette épée de Damoclès, environnementale et aussi énergétique, car l'énergie fossile qui a pourri notre vie, va se raréfier puis disparaître avant la fin du siècle, et encore plus vite si nous continuons à prôner une croissance qui non

seulement n'a plus de sens, mais est criminelle dans le contexte actuel.

Contrairement aux autres espèces animales, qui occupent le biotope qui leur est favorable à seule fin d'assurer leur pérennité, notre espèce occupe tous les biotopes ou presque, et grâce aux technologies qu'elle a développées au cours de sa courte mais brillante carrière, elle s'est peu à peu libérée des contraintes de la sélection naturelle. Le prix payé par les espèces voisines a été catastrophique. Mais l'intelligence humaine, en se développant en dehors d'elle-même, en fabriquant tous ces éléments de notre confort que sont bateaux, avions, trains, etc. ne va-t-elle pas aboutir à une intelligence artificielle capable, selon J.M. Truong, d'éliminer même notre espèce ?

Sachant qu'un quart de la population mondiale consomme à elle seule 80% des richesses produites, comment se fait-il qu'un grand débat ne s'engage pas sur la survie de l'humanité ? Ce quart de la population mondiale, qui vit essentiellement dans les États dits du G8 (les 8 plus riches), dépense pour son confort 100 fois ses besoins métaboliques de base, ce gaspillage énergétique insensé rendant impossibles tous les programmes des nations dites unies. Pour leurs déplacements, quelques centaines de milliers de privilégiés ont accès aux avions, quelques centaines de millions utilisent l'automobile et quatre milliards d'êtres humains vont parfois à vélo, mais surtout à pied. Dans nos pays riches, il y a même souvent plusieurs véhicules par ménage, et des véhicules toujours plus sophistiqués, toujours plus gourmands, tels ces 4x4 qui situent d'emblée leur propriétaire dans la catégorie des "winners"... !

Si le rêve de tous les miséreux qui n'ont qu'un ou deux dollars par jour pour vivre est de se jeter dans notre société de consommation, imagine-t-on six milliards d'habitants accédant au niveau de confort de l'occidental moyen ? Pays "en voie de développement", pays "émergents", quelle rigolade ! C'est absolument impossible pour des raisons environnementales, avec la pollution et la disparition de la biodiversité. Et aussi à cause de l'épuisement de l'énergie fossile car si on ne sait toujours pas par quoi cette énergie sera remplacée, on sait, par contre, quelle guerre féroce se livrent les États pour en contrôler les réserves.

Le triptyque démographie, environnement, énergie, voilà le véritable problème. Il devrait être l'objet de toute notre attention, sachant que la solution n'est pas plus dans un utopique progrès technologique que dans la tarte à la crème de la croissance infinie, mais dans le partage. Et



● ● ● d'abord dans l'abandon du formidable gaspillage sur lequel repose notre société, qui est en vérité la société du déchet : la preuve, 70% du budget d'une collectivité de communes passe dans le traitement de ses déchets ! Partager, c'est remettre notre niveau de vie en cause et pas qu'un peu. C'est toute la philosophie de l'économie distributive, une société plus égalitaire, reposant sur un revenu social, une philosophie mondialiste débarrassée de ses aspects mercantiles. En sommes-nous capables ? Alors que toute notre éducation, au contraire, est basée sur la compétition, le mérite individuel, la récompense, la propriété, etc. ? Alors que l'épuisement des ressources fossiles et le réchauffement climatique, conséquences directes de notre religion du profit, sont encore à cent lieues des préoccupations d'une population qui croit ou feint de croire aux vertus de la croissance ? Alors que légèreté ou criminelle inconscience, sentiment d'incapacité, inféodation aux puissances qui les font vivre, les médias préfèrent l'événementiel, le feuilleton de la comédie humaine, l'éternel "panem et circenses", la société du spectacle. Évoquer le problème est peut-être un commencement...

Mais nous sommes fous de réclamer toujours plus de technologie alors que nous sommes incapables de la maîtriser. Bref, nous sommes en train, si ce n'est déjà fait, de perdre ce qui fonde notre qualité d'humains, la convivialité dont parlait Yvan Illich, et qui n'a déjà plus aucune réalité pour les millions de laissés pour compte de notre société de consommation, ni pour les milliards dont l'existence ne pèse pas plus qu'un pet de sansonnet et qui encombrant le Marché de la Détresse.

* **

À propos de l'article de M-L Duboin paru dans GR 1048 (nov. 2004):

L'ARME DE LA PEUR...

Comment ne pas souscrire à votre article dont on apprécie les idées fortes sous la forme de raccourcis évoquant les différentes facettes des événements qui agitent notre monde. Mais comme vous le soulignez, l'important c'est ce que nous ne voyons plus parce que nous ne voulons pas le voir et pour beaucoup parce que nous ne pouvons plus le voir. C'est la face cachée, c'est-à-dire les ressorts psychologiques qui font mouvoir les foules et qui gèrent une grande partie de notre vie individuelle. Ces ressorts oblitèrent notre libre arbitre dans le sens d'un conditionnement du "socialement correct" vis-à-vis des institutions, qu'elles soient politiques ou bien économiques.

L'arme de la peur est inscrite au cœur de notre enfance comme un comportement pré-établi correspondant à une somme de culpabilités éducatives que la société oblige à intégrer sous la forme de schémas mentaux à l'inconscient collectif. Si ces schémas sont nécessaires pour canaliser nos pulsions, ils sont également une arme psychologique pour qui sait les manipuler. L'individu est alors placé dans un contexte qui entraîne la naissance d'un nouveau sentiment, un peu comme un sentiment d'infériorité : le sentiment défaitiste.

Michel Piriou

...POURQUOI EST-ELLE UTILISÉE ?

Oui l'éducation, qui doit canaliser certaines pulsions, peut engendrer la crainte de dépasser des limites.

Et oui, l'arme de la peur fait sûrement appel à un imaginaire inconscient.

Mais est-ce que devenir adulte ne devrait pas être prendre conscience de ce conditionnement et le maîtriser ?

Et est-ce le cas ?

L'objectif de notre groupe de réflexion est de chercher comment la société pourrait s'organiser pour réaliser une vraie démocratie et tendre vers une société plus évoluée, c'est-à-dire constituée de gens conscients et responsables, quel que soit leur domaine d'activité. Alors je m'applique à distinguer ce qui est naturel, par exemple les pulsions qu'il faut canaliser pour vivre en société, de ce qui résulte d'une mauvaise organisation de cette société, par exemple le fait que les recherches sur le subconscient humain puissent être mises à profit par des professionnels, politiciens ou publicitaires, devenus experts en manipulation des foules.

Améliorer ce qui est naturel se traite au niveau de **l'individu, et disparaît avec lui**, alors que mieux organiser la société est notre affaire à **tous, et prépare l'avenir** de l'humanité. Prenons brièvement un exemple

SOUSCRIPTION PERMANENTE

**POUR QUE VIVE
LA GRANDE RELÈVE**

R. Labesse 50 – A. Lavie 28,53 – P. Le Nin 8,53 – H. Lecomte 25 – R. Quicroit 8,53 – A. Ravinet 18,53 – A. Richard 78,53 – R. Saillard 38,53 – R. Savart 18,53 – G. Carle 28,53 – S. Faure 11,11 – Y. Gourbeault 16,11 – J.Valet 28,53 – M. Bellet 3,53 – Mme Berger 8,53 – Mme Davrainville 8,53 – Mme Mathelon 10 – J. Richard 116,11 – R.Cazilhac 18,53 – Mme Gayou 3,53 – A. Dejoux 3,53 – B. Ballet 18,53 – J. Legros 8,53 – H. Matton 8,53. – R. Jallifier Verne 3,53. Total 570,40 euros (Liste arrêtée le 20décembre)

Merci à tous!

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).



simple: Si en envoyant leur enfant à l'école, les parents lui répètent essentiellement : *«Plus tu réussiras en classe et plus tu auras de chances ensuite de trouver un emploi bien payé»*, ils le conditionnent et pour longtemps. Car ainsi son objectif devient individuel, et son seul souci, d'être reçu à son examen, en se donnant naturellement le moins de mal possible. Les conséquences sont simples. L'élève, s'apercevant qu'il faut fournir moins d'effort pour apprendre par cœur que pour réfléchir, prend l'habitude stupide de "gober" ses cours sans essayer de les comprendre et récite comme un perroquet. Son cerveau n'étant pas entraîné, le pli est pris : il gèrera ensuite tous les discours des médias, sans esprit critique, sans faire l'effort de raisonner, de comparer avec la réalité ou avec d'autres discours. Comme les moutons de Panurge, il suivra "la mode".

Et comme un autre moyen d'être reçu consiste à tricher, il considère que tricher est un moyen comme un autre, peut-être plus sûr et bien plus excitant que se donner la peine de réfléchir... Ne nous étonnons donc pas en apprenant chaque jour la découverte de nouvelles malhonnêtetés de grande ampleur ou en rencontrant des gens qui "ont réussi" parce qu'ils sont des "lutteurs" : ils se sont exercés à intriguer, mais ils sont restés plus idiots que beaucoup de ceux qu'ils commandent.

Et tout cela parce que l'éducation est conçue comme le moyen de préparer à un emploi qui sera payé selon le niveau atteint.

Il en serait tout autrement dans une société où l'éducation pourrait être considérée comme destinée à permettre à chacun de trouver la voie vers l'activité qui lui convient le mieux, s'il savait qu'il pourra s'y épanouir ensuite, sans souci matériel, quel que soit le niveau qu'il atteindra, pourvu qu'il fasse consciencieusement ce qu'il se sera engagé à faire.

Donc en plus de toutes les raisons plus ou moins naturelles ou inconscientes qui nous façonnent, ne perdons pas de vue que l'organisation de notre système économique est telle que tirer profit de notre passivité et de notre conditionnement est "rentable", au point qu'un esprit critique a vite fait d'être réputé subversif. Alors ne nous étonnons pas si trop peu de gens font l'effort de lire *la Grande Relève*. La grande majorité préfère regarder la télévision, dont le but a été défini par le PDG de la première chaîne en ces termes : *«à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit»*. Patrick Le Lay a même précisé : *«pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible, c'est-à-dire ... de le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola c'est du temps de cerveau humain disponible.»* En vertu de quoi, l'émission

phare de cette chaîne, la "Star Ac", a été regardée chaque jour de l'an dernier par en moyenne, 4,6 millions de téléspectateurs, grâce à qui TF1 a pu vendre ses écrans publicitaires pendant la finale 2004 de cette émission ... pour la bagatelle de 90.000 à **115.000 EUROS LES TRENTE SECONDES !**

Marie-Louise Duboin.

Depuis maintenant plus de 25 ans, je trouve toujours autant d'intérêt à la lecture de votre journal qui représente ce courant contestataire et à la fois constructif, ô combien salvateur. À la lecture de vos articles, j'offre enfin à ma pensée et à la réflexion cette saine bouffée d'oxygène pour leur permettre d'échapper un moment à l'injection nauséabonde qui empeste notre environnement quotidien qu'est cette propagande polluante pour un néolibéralisme dangereux s'attaquant aux vertus humaines et favorisant la médiocrité.

Votre journal et vos thèses me servent d'antidote. À sa lecture, j'ai l'impression de m'évader pour une randonnée dans un environnement sain, propre à la réflexion et l'expression de l'intelligence, loin de la promiscuité, la pollution et la laideur proposées par le système actuel.

Au début 2005, chaque électeur va pouvoir se prononcer au sujet de la Constitution européenne. Il est temps, à cette occasion, que l'humain utilise sa faculté naturelle, qui le fait différent des autres animaux, c'est-à-dire la possibilité de dire "NON".

Non à l'institutionnalisation des privilèges par l'argent. Non à la privatisation généralisée et à l'exploitation individualiste du patrimoine technique et scientifique. Non à la croissance productiviste génératrice de pollution et de maladies graves.

Non au pouvoir de l'argent et à la dictature du marché. Non à la voie unique et à la fin de l'Histoire.

Non à une Europe jouant au jeu de la concurrence envers les E.U. et l'Asie, qui aurait pour seul effet de la maintenir sous le joug d'un système néo-libéral destructeur de toutes les valeurs républicaines et de toute solidarité.

Oui à l'Europe sociale. Oui tout simplement, à l'Economie distributive. Oui à une Europe inventive, faisant la promotion pour le monde d'une autre façon de vivre plus réaliste car tenant compte de l'abondance.

Merci, en tout cas, à l'équipe de la Grande Relève pour le travail accompli et à sa persévérance courageuse pour faire valoir une proposition d'organisation sociale plus apte à répondre aujourd'hui aux problèmes posés à l'humanité en son sein et envers l'environnement.

A. L., Yerres



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
de Jacques Duboin Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
- Et un résumé de nos thèses, sur deux pages, était présenté dans les N°1022 à 1029.
on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Commission paritaire N° 0408 K 83051 · **ISSN** : 0398-2076

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE

Impression : ARTIS · **Diffusion** : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/



TARIFS D'ABONNEMENT (11 N° par an)

France (régime intérieur pour la Poste)23 euros.
abonnement de soutien : 14 euros par exemplaire en plus.
DOM25,10 euros.
TOM27,90 euros.

Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse)27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P- M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**

par chèque bancaire

ou par CCP :

N° de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:

IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088

BIC : PSSTFRPPPAR